



*Déclaration CGT au CSE-C du 5 octobre 2020*

**NON à un projet d'accord NAO « au rabais » !  
OUI pour suivre enfin une vraie politique  
salariale en faveur des salariés !**

La crise sanitaire que nous traversons a considérablement aggravé la situation économique et sociale des salariés de Mediapost. Après avoir subi le confinement et l'activité partielle, nous prenons maintenant de plein fouet la crise économique qui s'en suit et qui ne fait qu'amplifier les difficultés que nous rencontrons au quotidien depuis maintenant des mois.

Au vu de l'engagement de chacun pendant cette crise, nous attendions de Mediapost, filiale du groupe La Poste, qu'elle débloque des « moyens financiers » afin de soutenir ses salariés dans ces moments difficiles. Comme La Poste l'a fait pour ses postiers !

**Il n'en n'a été aucunement question lors de ces négociations annuelles obligatoires.**

Alors que les résultats de Mediapost sont bons depuis la reprise de l'activité, la somme globale de 100 000 euros, mise sur la table par la direction pour alimenter les différentes enveloppes allouées directement ou indirectement aux salariés, (CSE, ACSIE, Fonds de secours, égalité Femmes/Hommes), n'est « qu'un leurre », « une piécette » au regard des 10 000 salariés qui attendaient un geste fort de l'entreprise. De plus, une catégorie de salariés se retrouve totalement exclue de cette maigre redistribution accordée par l'entreprise.

Même si la direction a fini par accepter certaines des revendications de la CGT - augmentation du budget activités sociales des CSE de 25 000 à 50 000 euros (malgré un versement inéquitable) et transfert d'une partie des fonds de l'ASCIE au profit des CSE - le compte n'y est pas ! **10 euros par an pour ceux qui se sont « donnés à fond » dès la reprise afin de continuer à faire fonctionner l'entreprise ! C'est ainsi que Mediapost exprime sa reconnaissance envers les salariés ?**

Alors que la direction de Mediapost n'hésite pas à vanter « sa générosité » tandis qu'elle distribue des « miettes », malgré la crise sanitaire, nous constatons que les années précédentes, bien plus prolifiques avec ses 6 à 9 millions d'euros de résultat opérationnel, la politique salariale développée lors des NAO n'était guère plus généreuse.

**Moralité : Vaches maigres ou vaches grasses, c'est toujours la disette pour les salariés !**

La seule petite nouveauté par rapport aux années précédentes, c'est que la direction n'hésite pas à se défausser sur les CSE en leur laissant « le soin et la responsabilité » de gérer la précarité. **Quel cynisme !**

**Dans ces conditions, forte de ses principes de respect des salariés et de ses valeurs de progrès social, la CGT ne peut que dire NON à ce projet d'accord NAO 2020 et demande à la direction de se remettre en question pour les futures NAO.**

Montrouge, le 5 octobre 2020